

I. La situation en Egypte

1. Les inquiétudes françaises face au développement de la situation en Egypte

M. Pouille a indiqué que la France craignait une « spirale de violence » qui conduirait à un « scénario à la syrienne ». Il a tout aussi fait part de son inquiétude au regard des conséquences régionales que pourrait avoir tout « débordement », notamment envers Israël.

Pour ce dernier, le danger réside dans « l'escalade des pressions à l'extérieur et la montée des violences à l'intérieur ». Il a révélé ne pas être partisan des sanctions, qui selon lui seraient dans le cas présent contreproductives, leur préférant ainsi des « pressions productives » et une « médiation ». Néanmoins, il a soutenu que « l'heure était à la fermeté ».

A ce sujet, M. Pouille a indiqué que le Quai d'Orsay était actuellement en contact avec six interlocuteurs: MM. Ban Ki Moon, Fahmy, Kerry, Hague, Davutoglu et Westerwelle.

2. Le traitement de la question égyptienne

A. Au sein du Conseil de Sécurité

M. Pouille a mis en exergue l'importance d'asseoir une position commune au regard de la situation en Egypte, et a réitéré l'attachement de la France à une « expression de la communauté internationale », indiquant qu'il est « dans l'intérêt du gouvernement égyptien d'avoir une communauté internationale qui appelle à l'arrêt de l'escalade de violence ».

Revenant sur la prise de position de certains membres du Conseil de Sécurité, M. Pouille a qualifié de « surprenante » la position Russe qui s'est prononcée pour une prise de position publique du C.S tout comme les Etats-Unis d'Amérique qui, pour leur part, ont été « très durs », soulignant au passage l'annulation, par les américains, des manœuvres militaires communes.

Il a tout aussi indiqué que la France avait été approchée par l'Egypte qui a clairement exprimée son opposition au projet qualifiant de « geste inamical » les manœuvres du C.S.

B. Les éventuelles pistes de sortie de crise

M. Pouille a fait part de la nécessité de « colmater les brèches », d'abord par le biais d'une « expression internationale », ensuite par le réenclenchement de la médiation suite à celles de l'Union européenne et des Etats-Unis d'Amérique. Il a également soulevé à plusieurs reprises la possibilité de mettre en place une médiation à l'initiative de 2 ou 3 pays importants. En effet, M. Pouille a soulevé que le Maroc était l'un des premiers pays arabes à avoir réagi, indiquant ainsi que le Royaume avait un rôle à jouer et qu'il pouvait « être une voie médiane ».

Il a également exprimé la nécessité d'attirer les partis vers le dialogue et le compromis, qui consiste en : la libération de Morsi et l'organisation d'élections libres.

C. Eléments d'informations supplémentaires

M. Pouille a fait part des éléments obtenus par le Quai d'Orsay suite à une discussion avec M. Fahmy au cours de laquelle ce dernier a souligné que la situation était complexe, que la responsabilité incombait aux frères musulmans, qui souhaitent une escalade de la violence, que le rétablissement de la paix dépendait de la situation sécuritaire et que la « balle était dans le camp des frères musulmans ».

Pour Laurent Fabius, il faut d'une part, une désescalade des violences et d'autre part, la libération de Morsi ainsi que des « gestes concrets » de la part des autorités qui aillent au-delà des déclarations.

D. Le monde arabe et les transitions démocratiques

Pour M. Pouille, en ce qui concerne l'Égypte, « l'objectif est de réussir la transition démocratique qui n'est pas possible sans les frères musulmans », ajoutant « qu'il faut les intégrer pour les neutraliser ». Dans ce sens, il a soulevé la question de savoir si le Maroc était un exemple qui démontrait la possibilité d'un islamisme démocratique.

Pour ce dernier, les événements qu'a connus le monde arabe en 2011 ont un « caractère irréversible » ce qui rend « impossible tout retour en arrière » et dans le cas égyptien toute « remise en place d'un système tel qu'il existait avant 2011 ».

II. Le sommet France-Afrique

M. Pouille a indiqué que le Sommet France-Afrique, devant se tenir le 6 et le 7 décembre, était en cours de préparation et que trois problématiques allaient être retenues : la sécurité et la paix en Afrique, l'économie et le développement et la question climatique (précisément, sa perception par l'Afrique).

Il a exprimé l'importance que représentait pour la France la présence personnelle de S.M le Roi Mohammed VI.